

2009 - 2019

**Les
lauréats du
Prix de
Recherche
Caritas**

Edito

Jean-Marie Destrée, DG, Fondation Caritas France

**Faire de la recherche une ressource pour
les praticiens de la lutte contre la pauvreté**



Jean-Marie Destrée est le Délégué Général de la Fondation Caritas France. Après avoir été responsable des urgences internationales puis directeur du développement des ressources au Secours Catholique, il dirige la Fondation Caritas France depuis sa création en 2009

Créée en 2009, sous égide de l'Institut de France, la Fondation de Recherche Caritas finance des recherches sur la précarité et la solidarité. Elle décerne chaque année le Prix de Recherche Caritas, doté de 10 000 euros, à un jeune chercheur en sciences sociales. En quelques années, le prix est devenu une référence, de par sa dotation et la qualité des travaux primés.

Les lauréats viennent de différents domaines des sciences sociales (anthropologie, sociologie, sciences politiques, droit...) et travaillent sur certains des aspects les moins connus de la pauvreté (bidonvilles, habitat en camping, conditionnalisation de l'aide sociale...). Pour eux et pour les travaux primés, le Prix Caritas est un témoignage de reconnaissance et l'opportunité de gagner en visibilité, par exemple en permettant l'édition d'une thèse.

Pour la Fondation Caritas France, ce prix permet de mieux comprendre les ressorts de la pauvreté, de déconstruire les préjugés et de nourrir les pratiques de celles et ceux qui agissent au quotidien contre la pauvreté. Pour accompagner les acteurs de terrain, la Fondation Caritas France s'attache à soutenir des initiatives innovantes qui permettent de faire émerger de nouveaux modèles de lutte contre l'exclusion et de faire essaimer ceux qui ont fait leur preuves.

Nicolas Duvoux

Lauréat 2010

**Déconstruire l'idée que les
pauvres sont responsables de leur
situation**



Nicolas Duvoux est le premier récipiendaire du Prix de Recherche Caritas, lequel lui a été remis pour sa thèse "*L'injonction à l'autonomie : l'expérience vécue des politiques d'insertion*", consacrée aux allocataires du RMI. Il revient pour nous sur son travail et sur les portes que lui ont ouvert le prix.

FCF - Comment vous est venue l'idée/l'envie, de conduire une recherche sur ce sujet ? En quoi cela a-t' il impacté votre étude ?

ND - J'ai commencé mon travail au milieu des années 2000, en partie parce que je sentais un changement de regard général sur la pauvreté. Je voulais démonter l'idée d'assistantat car elle me semblait une représentation faussée qui fragilisait des dispositifs destinés aux plus fragiles. Il faut se rappeler que l'on était alors dans une phase de révision du RMI: décentralisation, demande de contreparties en travail à celui-ci, etc. Surtout, c'est la mise en place de contrats d'insertion entre l'Etat et l'allocataire qui me semblait intéressante. Ces contrats portaient sur des formations à réaliser, des démarches à entreprendre mais aussi sur la gestion du budget, le logement etc. Ils pouvaient signifier un désengagement de la société d'une situation qu'elle avait contribué à créer et un renversement de la responsabilité sur l'allocataire. Je voulais voir comment les personnes réagissaient à des dispositifs qui présentaient chômage et pauvreté comme le fait d'une responsabilité personnelle et constituaient une véritable injonction à l'autonomie. Je voulais également voir comment les signataires s'appropriaient ces dispositifs.

FCF - Quelles sont les points les plus saillants de votre thèse ?

ND - En premier lieu, j'ai été frappé par l'hétérogénéité des publics rencontrés et des réactions au dispositif. Certains allocataires appréciaient cette reconnaissance du fait qu'ils ne sont pas des assistés mais des personnes avec lesquelles on peut prendre des engagements, d'autres le ressentait plutôt comme un soutien personnel. Enfin, un troisième groupe avait le sentiment d'être dépossédé de toute autonomie car le contrat encadrait très strictement des aspects de leur vie quotidienne. On est là en pleine contradiction.

Cette individualisation du suivi et des situations crée de la concurrence entre les personnes: entre allocataires, entre les allocataires et ceux qui ne le sont pas etc. Cette concurrence débouche sur un sentiment d'injustice à tous les niveaux. Chez les "RMIstes", chez les personnes qui ne bénéficient pas d'aides mais sont au juste au-dessus des limites de revenus...

FCF - Qu'est-ce que le Prix Caritas a changé pour vous, à l'époque et aujourd'hui ?

ND - Il arrive après la publication de ma thèse et ma prise de poste donc son impact sur ma vie professionnelle immédiate a été limité. En revanche, il a conforté le sentiment que le travail que j'avais réalisé pouvait résonner au-delà du monde académique. Avec ce prix, je me suis mis en position de parler à d'autres auditoires et d'être audible par eux. Quelques années plus tard j'ai publié un ouvrage au Seuil "Le Nouvel âge de la solidarité" qui s'adressait à un public plus large

que les revues scientifiques. Le prix a clairement été un encouragement dans cette voie.

D'un point de vue professionnel de long terme, j'ai tissé une véritable relation de confiance avec Pierre Levené et Jean-Marie Destrée (délégué et délégué adjoint de la Fondation Caritas France ndlr) : nous nous sommes retrouvés quand j'avais abordé un nouveau champ de recherche qui les concernait de près : la philanthropie. C'est grâce à ce lien de confiance que j'ai réalisé plusieurs études sur le sujet et notamment sur les créateurs de fondations abritées chez la Fondation Caritas.

FCF - Pourquoi est-il important pour une fondation comme la Fondation Caritas France de s'intéresser à la recherche ?

ND - C'est un prix important, en termes de montant mais aussi parce qu'il est porté par une organisation qui est quotidiennement aux prises avec la question de la pauvreté. Cette légitimité associative et la légitimité scientifique de l'Institut de France font du Prix Caritas France un objet rare. A plus forte raison que le sujet de la pauvreté est très peu traité et porté institutionnellement, tout ce qui le faire émerger est bienvenu. Par ailleurs, une organisation qui a pour objectif d'être efficace se priverait d'une ressource si elle ne se nourrissait pas de recherche, à plus forte raison si cette dernière identifie des leviers d'action.

Pascale Dietrich- Ragon

Lauréate 2011

**Un parcours de recherche dédié
au mal-logement**



Pascale Dietrich-Ragon est la 2nde lauréate du prix de recherche Caritas pour sa thèse de doctorat en sociologie "*Le logement intolérable*"*. Elle revient pour la Fondation Caritas sur son parcours, son prix et ses projets.

FCF - Comment vous est venue l'idée/l'envie, de conduire une recherche sur ce sujet ? En quoi cela a-t-il impacté votre étude ?

PDR- J'ai commencé à faire de la recherche lors de ma première année de master à l'EHESS, je travaillais alors sur le saturnisme infantile et j'étais donc en contact direct avec des occupants d'habitats très dégradés.

Dans le cadre de ma thèse, j'ai travaillé avec la Société Immobilière d'Economie Mixte de la ville de Paris (SIEMP) qui était chargée de la mise en œuvre d'un plan de résorption du logement dégradé. Nous avons déployé un questionnaire quantitatif auprès de 520 personnes que nous avons interrogées de nouveau 18 mois plus tard, ce qui a permis un suivi longitudinal assez rare. Parallèlement, je suis allée dans les logements, avec et sans les acteurs institutionnels, pour échanger plus longuement avec les occupants sur leurs parcours, leurs motivations, leur vécu... J'ai également rencontré plusieurs acteurs institutionnels sur la question (ville, associations...).

Sur la question du logement tous les acteurs qui agissent ont des intérêts différents. Les mal-logés cherchent à influencer leur relogement, les institutions ont peur des stratégies de ces derniers pour bénéficier d'une HLM... Il faut donc réussir à garder une posture aussi indépendante

que possible. A noter que la SIEMP m'a laissée totalement libre dans mon travail.

FCF - Quelles sont les points les plus saillants de votre thèse ?

PDR - Il y en a beaucoup, j'ai produit plusieurs articles sur le sujet après la publication du "Logement intolérable" aux PUF. Dans ce cadre, les immeubles que j'ai visités se trouvaient tous à Paris, un territoire prisé, et les habitants refusaient de partir de la capitale. Pour eux, mieux valait être mal logé à Paris que mieux logé ailleurs, tant ils associaient un relogement en banlieue aux cités et à la violence. Cela a pu en conduire certains à refuser des relogements. D'autres refusaient des rénovations car ils savaient que si leur logement n'était plus insalubre, ils ne pourraient pas bénéficier d'un relogement d'urgence.

Au-delà de ces aspects, un fait marquant est certainement que la question du mal-logement se pose depuis le 19ème siècle et qu'elle n'a jamais été réglée. En effet, les racines du problème sont extérieures au champ du logement. Le mal-logement est une question sociale, par seulement immobilière. On a beau faire fonctionner la bétonneuse, le problème se déplace du fait de la précarité, des migrations etc.

FCF - Qu'est-ce que le Prix Caritas a changé pour vous ?

PDR - Quand j'ai su que j'allais recevoir le prix, ma thèse devait être publiée aux PUF. J'ai tout de suite appelé mon éditeur et on a pu rajouter une mention sur le livre pour annoncer le prix. J'étais déjà en poste à l'INED mais cela a été une

distinction très importante pour moi, surtout parce qu'elle apporte une reconnaissance au-delà du monde de la recherche. Entre chercheurs on peut parler de nos sujets pendant des heures mais il est important que cela "sorte". Le Prix de Recherche Caritas permet une médiatisation et la publication des travaux, ce qui est essentiel.

Aujourd'hui, je poursuis mon travail sur le mal-logement, mais sur des problématiques connexes à celles que j'ai étudiées auparavant. J'ai élargi mon terrain aux classes moyennes. Je travaille aussi sur les jeunes passés par l'Aide Sociale à l'Enfance car parmi les jeunes sans domicile, plus du tiers sont des anciens placés... Je coordonne également avec trois collègues un ouvrage sur la vulnérabilité résidentielle.

"Le mal-logement est une question sociale. On a beau faire fonctionner la bétonneuse, le problème se déplace du fait de la précarité, des migrations"

FCF - Pourquoi est-il important pour la Fondation Caritas France de s'intéresser à la recherche ?

PDR - En créant un pont entre chercheurs et associations, le Prix de Recherche Caritas permet un enrichissement mutuel. D'un point de vue plus personnel, il me permet de rencontrer les autres lauréats, de maintenir un lien avec des chercheurs. Le prix permet également de marquer un intérêt de la société pour un sujet qui concerne tout le monde. Enfin, il favorise spécifiquement les jeunes et est très bien doté pour un prix en sciences sociales!

Ana Perrin- Heredia

Lauréate 2012

Ethnographie économique en milieux populaires: gérer l'argent quand on n'en a pas



Ana Perrin-Heredia a reçu le Prix de Recherche Caritas en 2012 pour sa thèse de doctorat "*Logiques économiques et comptes domestiques en milieux populaires. Ethnographie économique d'une zone urbaine sensible*". Son travail porte sur un sujet a priori évident mais trop souvent ignoré : les logiques qui président à la gestion budgétaire des ménages les plus défavorisés. Rentrées erratiques, appréhension du temps différente, elle revient pour nous sur des logiques économiques mal connues.

FCF - Comment vous est venue l'idée/l'envie, de conduire une recherche sur ce sujet ? En quoi cela a-t'il impacté votre étude ?

APH - Dans le cadre d'un travail de master, j'avais mené une étude dans un quartier populaire du centre de la France. Au fur et à mesure de mon enquête, je retrouvais souvent le même discours à propos d'une famille du quartier : c'était l'exemple à ne pas suivre en termes de gestion d'argent. Des achats étaient faits alors que le loyer n'était pas payé, les priorités d'achats étaient décrites comme irrationnelles... Face à cette figure du "mauvais pauvre", j'ai voulu en savoir plus et je suis allée les voir. J'ai découvert une réalité en décalage avec le discours que pouvaient porter les acteurs, notamment associatifs, sur le sujet.

Toutefois restait la question de savoir comment expliquer des choix économiques qui semblent a priori incohérents. Je me suis rendu compte du peu de littérature sur le sujet et j'ai donc voulu mener un travail approfondi sur la gestion du budget dans les milieux les plus pauvres. J'ai

mené une enquête dans un quartier, sur un même territoire, car il me semblait important d'avoir une unité de lieu en interrogeant les habitants et les acteurs sociaux dont des travailleurs sociaux, des bénévoles d'associations d'aide aux ménages surendettés...

“Face à cette figure du *mauvais pauvre* [...] J’ai découvert une réalité en décalage avec le discours que pouvaient porter les acteurs”

FCF - Quelles sont les “découvertes” les plus marquantes que vous ayez faites ?

APH - Il y a plusieurs choses: en premier lieu, la gestion budgétaire est souvent jugée à l'aune de ce que la plupart des gens connaissent dans le cadre d'un ménage stable, avec une épargne réalisée en numéraire et des revenus et des dépenses mensualisés. Pourtant les rentrées financières des plus pauvres sont souvent plus erratiques: le travail n'est pas toujours stable, toutes les aides ne sont pas mensualisées... Ce qu'il est intéressant de prendre en compte ce sont les compétences profanes mobilisées pour gérer et réaliser des économies. Par exemple, les familles que j'ai pu étudier constituaient des stocks de produits plutôt que d'épargner en numéraire, une mère de famille mettait une brique dans le réservoir de la chasse d'eau pour limiter sa consommation d'eau, etc. Au-delà de ces compétences, il faut souligner l'aspect primordial du réseau et de l'entraide pour expliquer le fait que certains s'en sortent mieux que d'autres.

FCF - Qu'est-ce que le Prix Caritas a changé pour vous, à l'époque et aujourd'hui ?

APH - Beaucoup de choses! Une reconnaissance académique via le portage par l'Institut de France et une reconnaissance par les acteurs avec lesquels j'avais pu travailler. C'était une petite victoire car je me suis rendu compte que mon travail pouvait parler.

Par ailleurs, le prix a probablement eu une influence sur l'obtention de mon poste au CNRS. Je travaille aujourd'hui sur les dispositifs de lutte contre le surendettement (*ndlr, en 2016, près de 200 000 dossiers de surendettement ont été déposés*).

“Le prix a probablement eu une influence sur l'obtention de mon poste au CNRS”

FCF - Pourquoi est-il important pour la Fondation Caritas France de s'intéresser à la recherche ?

APH - Pour moi, il était vraiment important de discuter avec les structures d'accompagnement, d'interroger leurs pratiques et inversement d'avoir leur regard sur le travail mené. Cette confrontation des perspectives est extrêmement importante. Par-delà ce dialogue entre chercheur et praticiens, cela permet d'avoir un portage politique de cette question de la pauvreté.

Olivier Peyroux

Lauréat 2013

La recherche en action contre les préjugés



Olivier Peyroux est le 4ème lauréat du Prix de recherche Caritas. A la différence de plusieurs récipiendaires, il n'est pas récompensé pour une thèse mais pour un travail atypique mené pendant 7 ans sur les mineurs en errance dans Paris. Le résultat de son travail, l'ouvrage « *Délinquants et victimes : La traite des enfants d'Europe de l'Est en France* », préfacé par R.Badinter jette une lumière crue et nouvelle sur un sujet éminemment politique quoique mal connu. Il revient pour la Fondation Caritas sur son parcours, son travail et ses projets.

FCF - Comment vous est venue l'idée/l'envie, de conduire une recherche sur ce sujet ? En quoi cela a-t' il impacté votre étude ?

OP – La décision même de mener ce travail est liée aux situations de mineurs qui fréquentaient l'association Hors la Rue dont j'étais le directeur adjoint pendant 7 ans. Ayant eu précédemment une expérience professionnelle en Roumanie et dans les Balkans pendant 6 ans j'ai mesuré le décalage entre ce que j'entendais dans des colloques, et les situations d'enfants exploités que je rencontrais. La méconnaissance de la situation de ces mineurs empêchait qu'une réponse en terme de protection de l'enfance leur soit donnée

Au niveau de l'approche scientifique, très rapidement, je me suis rendu compte qu'il fallait une approche pluri-disciplinaire. En effet, le sujet nécessite de mobiliser plusieurs champs disciplinaires. Cela vaut pour la sociologie bien sûr, mais aussi la linguistique, l'histoire de la criminologie et la psychologie. Mon travail a surtout consisté en des recherches de terrain en allant régulièrement dans les villages ou les quartier d'origine de ces populations afin de

rencontrer leur famille et de mieux identifier les processus d'asservissement.

FCF - Quelles sont les "découvertes" les plus marquantes que vous ayez faites ?

OP – D'une part dans la majorité des situations la famille et/ou la belle-famille jouent un rôle. L'emprise psychologique sur les mineurs est de ce fait très profonde. Par ailleurs ce qui est perçu par nous comme un asservissement est régulièrement recodifié comme une forme de participation au prestige de la famille. Il y a donc une difficulté à travailler directement sur la reconnaissance par ces enfants de leur situation de victime. En revanche, tout un travail est mené pour modifier les modèles de réussite et les moyens pour y arriver. C'est surtout cet aspect qui permettra ou non une adhésion des victimes à une protection.

FCF - Qu'est-ce que le Prix Caritas a changé pour vous, à l'époque et aujourd'hui ?

OP – Le travail de recherche a été long et solitaire. Je suis passé par des phases de doutes tant sur la pertinence de ce travail que sur les réelles possibilités de le faire connaître. Le prix m'a conforté dans ma démarche tant sur le plan scientifique qu'en terme de visibilité. Sur le plan matériel comme j'avais démissionné pour réaliser cette étude, le soutien financier m'a été très utile. Mon objectif était d'écrire un livre pas une étude, j'avais donc contacté un premier éditeur qui a renoncé à la publication pour cause de changement de ligne éditoriale, le prix a aussi été un accélérateur pour en trouver un autre.

FCF - Pourquoi est-il important pour la Fondation Caritas France de s'intéresser à la recherche ?

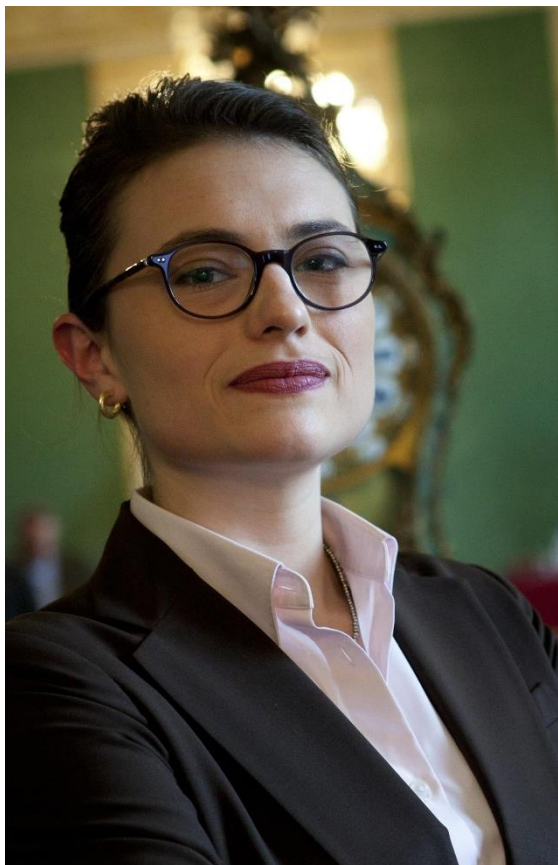
Le constat est que les universitaires qui étudient ces questions et les associations qui les traitent ont des vocables et des temps d'action différents. Pourtant, un rapprochement n'a jamais été aussi nécessaire. Les phénomènes migratoires sont de plus en plus complexes et nécessitent une compréhension des stratégies mises en place avant de proposer des réponses. Pour faciliter le travail des institutions et des associations comme le Secours catholique de s'inscrire dans ce dialogue permanent entre la recherche et l'action, avec un collègue nous avons créé l'association Trajectoires. L'objectif est d'analyser scientifiquement les raisons qui font que pour certains groupes l'accompagnement social proposé ne fonctionne pas et de proposer en partenariat des innovations sociales adaptées.

En second lieu, le prix n'a tout simplement pas d'équivalent en France que ce soit en termes de prestige ou de dotation financière. Il faut se rendre compte que cette dernière est importante pour un prix en sciences sociales. A vrai dire, je n'en connais pas d'autres de ce niveau. Enfin, le prix est de plus en plus reconnu et nous recevons (en tant que membres du jury) chaque année davantage de travaux de grande qualité. Le Prix de recherche Caritas donne véritablement de la valeur aux travaux de sciences sociales qui s'inscrivent dans la compréhension de l'humain face à tous les enjeux contemporains.

Elisa Chelle

Lauréate 2014

Le "gouvernement" des pauvres en question



Elisa Chelle a reçu le Prix de Recherche Caritas en 2014 pour sa thèse de science politique *Gouverner les pauvres. Politiques sociales et administration du mérite* (Presses universitaires de Rennes, 2012). Elle y mène une étude comparative de la "conditionnalisation" de l'aide sociale aux plus pauvres en France et aux États-Unis. Derrière les discours, qu'en est-il des choix politiques, donc de société, soutenant ces méthodes voulues incitatives ?

FCF - Comment vous est venue l'idée/l'envie, de conduire une recherche sur ce sujet ? En quoi cela a-t-il impacté votre étude ?

EC – Le projet s'est imposé de façon assez inattendue. Mes précédents travaux ne portaient pas spécifiquement sur ce sujet. Je m'étais intéressée à la rémunération à la performance dans la haute fonction publique. Hasard de la recherche : le mot-clef "cash incentives" (incitations financières) m'a permis de découvrir l'existence d'un programme américain, très original dans son format, qui proposait le versement d'une aide sociale en contrepartie de comportements des bénéficiaires dans le domaine de la santé, du travail et de l'éducation. Quelques mois plus tard, en prenant connaissance d'un appel à projet de thèse sur les questions sociales, j'ai voulu mener une étude comparée de ce système avec celui du RSA.

La volonté des organisateurs du RSA était de conditionner le versement d'une aide à la reprise d'un emploi (ajout d'un "RSA activité", quand la condition principale du RMI était de "chercher un emploi"). L'innovation était de conduire un protocole de tests suivant une méthode empruntée au champ médical (expérimentation

avec groupe test et groupe témoin). Or, la réalisation de l'évaluation n'a pas été simple. Il s'est avéré bien difficile de définir des cohortes comparables à l'échelle du territoire français, tout en tenant compte de la volonté des élus. Enfin, le dispositif a été généralisé, malgré des résultats modestes. Il fallait donc chercher ailleurs la motivation pour une telle réforme.

“Le dispositif du RSA a été généralisé malgré des résultats modestes”

FCF - Quelles sont les “découvertes” les plus marquantes que vous ayez faites ?

EC – Les efforts scientifiques de déploiement d'expérimentation et d'évaluation ne sont pas, malgré les affirmations des professionnels de la politique, les éléments déterminants. Le politique reste maître à bord concernant la mise en place ou l'arrêt de dispositifs de lutte contre l'exclusion. Et le politique a renforcé ces dernières années une tendance ancienne : celle d'une volonté de gouvernement moral des pauvres. Il n'y arrive pas nécessairement, mais ce faisant il montre aux classes moyennes, très mobilisées électoralement, des gages de fermeté sur la distribution de l'aide sociale. Cela a été particulièrement sensible lors de la campagne présidentielle de 2007.

Ce qui est paradoxal, c'est que ces politiques ciblant les pauvres les plus “méritants” ne permettent pas de faire des économies ! Les politiques de lutte contre la pauvreté coûtent de plus en plus alors qu'elles donnent de moins en moins de résultats. Une “administration du

mérite” contrôlant les bénéficiaires de l'aide sociale en renchérit le coût de l'aide sociale (sans être pour autant plus objective ou impartiale). En effet elle en augmente les coûts administratifs, moins visibles que le coût des aides. On en arrive à une situation contre-productive où l'on dépense plus pour mieux contrôler, sans réellement changer les méthodologies, et où les bénéficiaires reçoivent moins d'argent au final. Pour autant, procéder ainsi n'a rien d'irrationnel. Politiquement, c'est efficace.

On n'a pas observé de changement substantiel dans ce domaine ces dix dernières années. Le sujet est aujourd'hui à l'arrière-plan du débat politique, mobilisé sur d'autres thématiques. Mais il pourrait très bien revenir sur le devant de la scène à l'occasion de futures campagnes électorales. Le traitement de ces sujets est cyclique.

“On en arrive à une situation où l'on dépense plus pour mieux contrôler [...] et où les bénéficiaires reçoivent moins d'argent au final”

FCF - Qu'est-ce que le Prix Caritas a changé pour vous, à l'époque et aujourd'hui ?

EC - Personnellement, il m'a permis de mieux diffuser mon travail et a accru sa visibilité dans ma communauté scientifique, ainsi qu'auprès d'un public averti. Je suis ainsi entrée en contact avec des chercheurs de diverses disciplines ou acteurs de différents horizons, que je n'aurais sans doute pas côtoyés sans l'opportunité qu'ouvre un tel

prix. Il faut souligner que cette distinction préserve une totale liberté de recherche au récipiendaire. La Fondation n'intervient pas dans le contenu de la thèse : le prix est attribué a posteriori, sur la base d'une sélection rigoureuse. En ceci, il relève d'une véritable démarche philanthropique.

Enfin, le Prix de Recherche Caritas est généreux. A titre de comparaison, dans ma discipline, les prix s'élèvent généralement à 2000€. Il s'avère donc d'un grand secours, dans une période souvent compliquée dans la carrière d'un chercheur qu'est le post-doctorat. Après la soutenance de la thèse, trouver un emploi pérenne n'a rien d'automatique. L'aide financière est un soutien considérable et permet d'aller de l'avant avec confiance.

FCF - Pourquoi est-il important pour la Fondation Caritas France de s'intéresser à la recherche ?

EC - Parce que la recherche en sciences sociales permet de promouvoir une autre approche que celle purement comptable, au cœur des politiques publiques. Elle permet d'inscrire les problématiques dans un temps long, de prendre du recul, d'analyser des méthodes de travail, de s'ouvrir à la comparaison internationale ou historique.

Cette approche est complémentaire de celles des acteurs de terrain, et notamment associatifs, qui ont une connaissance extrêmement fine d'un secteur et qui peuvent bénéficier d'une mise en perspective, patiente et contrôlée, des paramètres de l'action publique. Réciproquement, les lieux de rencontre entre chercheurs et praticiens sont essentiels pour les universitaires

afin de nourrir leurs travaux d'approches empiriques solides.

Enfin, par ses choix, la Fondation Caritas valorise les approches solidaires de la pauvreté, aux antipodes de la "sélection" des pauvres qui fait aujourd'hui figure de référence dans les discours et les dispositifs de lutte contre la pauvreté.

“La Fondation n'intervient pas dans le contenu de la thèse: le prix est donné *a posteriori*. En ceci, il relève d'une véritable démarche philanthropique. ”

Philippe Rosini

Lauréat 2015

Un thésard chez les intérimaires



Philippe Rosini est le 6ème lauréat du prix de recherche Caritas pour sa thèse de doctorat en anthropologie "*Temporaires en Permanence*" sur les conditions de vie et de travail des intérimaires. Il revient pour la Fondation Caritas sur son parcours, son prix et ses projets.

FCF - Comment vous est venue l'idée/l'envie, de conduire une recherche sur ce sujet ? En quoi cela a-t' il impacté votre étude ?

PR - Pendant des années j'ai été moi-même intérimaire dans des usines de fabrication de parfum ou d'aluminium. La région compte de nombreuses entreprises dans le domaine chimique et dans le cadre de ces boulots, j'ai été amené à côtoyer d'autres travailleurs temporaires. J'ai fait la "vaisselle" (le nettoyage des cuves de préparation) et une foule d'autres tâches. Ces boulots sont non-qualifiés, tout au bas de l'échelle et il y a une vraie barrière entre intérimaires et permanents.

Puisque j'étais au coeur de la question, je me suis appuyé sur des méthodes de terrain propres à l'ethnologie. C'était un véritable défi: par exemple il m'était impossible de prendre des notes pendant les heures de travail. Il faut aussi garder assez de distance sur le sujet que l'on traite pour ne pas intégrer les logiques que l'on veut dévoiler. Mais c'était une approche différente qui a donné des résultats intéressants

FCF - Quelles sont les "découvertes" les plus marquantes que vous ayez faites ?

PR - C'est difficile de résumer une thèse de 600 pages en quelques mots mais le plus saillant est certainement le fait que les intérimaires sont soumis à une triple insécurité :

- Technique en premier lieu, car l'intérim ne permet pas l'acquisition d'un savoir faire cohérent pour la simple et bonne raison que l'on en demande pas. Les connaissances des intérimaires ne sont pas valorisées et ils rencontrent de nombreuses difficultés pour en développer de nouvelles. C'est ce qui m'a amené à parler de « savoir-faire avec ».

- Relationnelle dans un second temps car l'intérimaire n'est pas membre à part entière des équipes ou de l'entreprise. Il peut partir du jour au lendemain et est souvent suspecté de vouloir abandonner son poste (ce que je n'ai vu que très rarement), la situation humaine est alors très inconfortable.

- Temporelle en dernier lieu et pour plusieurs raisons. Quand l'on a pas de mission on est dans l'attente d'un coup de fil de l'agence, et quand on en a une, elle peut s'arrêter très rapidement. Enfin, la forme de l'emploi intérimaire fait que l'on est dans l'incapacité de faire des projets à long terme.

"Les intérimaires sont soumis à une triple insécurité : technique, relationnelle et temporelle"

FCF - Qu'est-ce que le Prix Caritas a changé pour vous, à l'époque et aujourd'hui ?

PR - J'étais à l'usine quand j'ai appris que j'étais lauréat (rire), très franchement je n'y croyais pas. C'est le seul prix pour lequel j'ai postulé et cela

m'a donné beaucoup de confiance. Confiance en l'avenir d'une part, car les doctorants en sciences sociales ont souvent beaucoup de mal à trouver un poste après leur thèse. Dans mon cas, le prix Caritas a été un élément clé de mon embauche à Nice. Enfin, l'aspect financier a aussi été important pour continuer à travailler et pour faire face à des événements difficiles dans ma famille proche.

Confiance en la qualité de mon travail d'autre part car c'est toujours extrêmement valorisant d'être reconnu par ses pairs. J'avais déjà lu des travaux de tous les lauréats donc être parmi eux... Aujourd'hui je travaille sur le phénomène des "Indiens Noirs" de la Nouvelle Orléans, c'est un phénomène mal connu mais passionnant.

FCF - Pourquoi est-il important pour la Fondation Caritas France de s'intéresser à la recherche ?

PR - On ne peut que se réjouir d'un tel intérêt. Je pense que la clé tient au temps : il en faut pour démonter les préjugés et le recul que suppose la recherche permet de travailler en profondeur ces questions. Le temps de l'entreprise, de l'intérim et de l'actualité sont courts, c'est pourquoi il est intéressant d'avoir l'éclairage de travaux de fonds sur ces questions.

" [Le Prix de Recherche Caritas] m'a donné confiance dans la qualité de mon travail. J'avais lu les travaux des autres lauréats donc être parmi eux..."

Thomas Aguilera

Lauréat 2016

La "gouvernance" des illégalismes urbains : étude comparée



Thomas Aguilera est lauréat du Prix de Recherche Caritas (2016) pour sa thèse de science politique "Gouverner les illégalismes urbains. Les politiques publiques face aux squats et aux bidonvilles dans les régions de Paris et de Madrid". L'auteur y propose une étude comparative des réactions des acteurs publics face aux illégalismes de logement.

FCF - Comment vous est venue l'idée/l'envie, de conduire une recherche sur ce sujet ? En quoi cela a-t-il impacté votre étude ?

TA - Pour des raisons personnelles et universitaires. En premier lieu, j'avais déjà été confronté à ces situations de logement précaire et informel, notamment lors de stages et voyages. En second lieu, si des géographes, des sociologues ou des anthropologues s'étaient déjà penchés sur le sujet, la littérature manquait à mon sens d'une approche par les politiques publiques d'une part, et de façon comparée d'autre part.

Le fait qu'il existe encore de nos jours des bidonvilles en France et en Espagne alors que la question se pose depuis des décennies interrogeait également la capacité des acteurs publics à intervenir et solutionner le problème. Les explications que l'on pouvait entendre dans le contexte français s'appuyaient sur des facteurs ethniques ou culturels. Je voulais voir des cas similaires et contrastés afin de dé-spécifier le débat en décentrant le regard. J'avais déjà réalisé un premier travail sur les squats et je voulais savoir comment les acteurs publics considéraient la situation au-delà des accusations d'incapacité ou des réponses strictement répressives.

FCF - Quelles sont les “découvertes” les plus marquantes que vous avez faites ?

TA - Il y a trois principaux points saillants. Tout d’abord, à la question de si ces illégalismes sont gouvernables, la réponse est oui. Ils ne sont pas toujours gouvernables, mais oui, dans certains cas on peut résorber les bidonvilles et c’est même une politique qui peut s’institutionnaliser : c’est notamment le cas à Madrid. Sous une autre forme, plus souple, c’est aussi le cas à Paris lorsque la Ville de Paris signe des conventions d’occupation précaire avec certains collectifs de squatteurs. Mais les politiques publiques produisent également des illégalismes : l’Etat produit de l’illégalité et l’action publique, même en cherchant à la résorber, produit de la vulnérabilité. Enfin, les acteurs publics délèguent aussi la charge aux ONG de venir en aide à des habitants expulsés régulièrement de leurs lieux de vie.

Ensuite, ce dernier élément est fortement lié au second point qui est celui de l’inaction publique. On assiste alors à un véritable déploiement de stratégies pour ne pas agir. Les responsables politiques locaux vont considérer que ce n’est pas de leur ressort, renvoyer vers l’Union Européenne...

Enfin, gouverner ces illégalismes aboutit à sélectionner puis à hiérarchiser les bénéficiaires en fonction de choix politiques mais aussi des contraintes financières et sociales. Face à l’action publique, les citoyens peuvent, dans certaines conditions, à des moments précis, lorsqu’ils combinent plusieurs registres d’action, produire des effets importants.

FCF - Qu’est-ce que le Prix Caritas a changé pour vous, à l’époque et aujourd’hui ?

TA – Au-delà du fait que le prix a donné de la visibilité à mon travail, ce qui m’intéresse c’est surtout qu’il contribue à rendre visible un sujet important socialement et politiquement qui mérite d’être pris en main par les sciences sociales. Aujourd’hui, la question du logement n’est pas toujours sur le haut de l’agenda politique. Dans ce contexte, reconnaître que ce sujet est important permet de dire des choses nouvelles et d’apporter des éléments au débat.

Le Prix de Recherche Caritas montre aussi qu’il est possible de faire de la recherche de long court, comparative, avec des données qualitatives et quantitatives. Travaillant dans des réseaux de recherche internationaux, la dotation du prix n’est pas anodine, c’est aussi important de sortir des frontières nationales voire européennes. La conférence de remise du Prix a aussi été l’occasion de diffuser largement les résultats de la recherche auprès d’associations et personnalités.

FCF - Pourquoi est-il important pour la Fondation Caritas France de s'intéresser à la recherche ?

TA - Parce que cela montre que l’on peut tenter de “tenir les deux bouts” d’un même sujet en allant de la recherche à l’action. Et aussi parce qu’une société sans recherche est une société en danger car il lui manque un recul essentiel pour engager le débat sur les sujets qui la concernent. Il est important de soutenir la recherche en sciences sociales car aujourd’hui elle est menacée en France et partout ailleurs en Europe.

Margot Delon

Lauréate 2017

Retour au bidonville



Margot Delon est la lauréate 2017 du prix de recherche Caritas, lequel lui a été attribué pour sa thèse de doctorat en sociologie "Les incidences biographiques de la ségrégation : trajectoires et mémoires des enfants des bidonvilles et cités de transit de l'après-guerre en France". Quelques jours après la remise du prix, elle revient pour la Fondation Caritas France sur son travail et ses résultats.

FCF - Comment vous est venue l'idée/l'envie, de conduire une recherche sur ce sujet ? En quoi cela a-t-il impacté votre étude ?

MD - J'ai commencé à travailler en 2010 sur des sujets de sociologie urbaine et sur la question des inégalités. En voyant des bidonvilles se construire, au XXIème siècle, aux portes de Paris, je me suis posée la question des permanences et des changements à l'œuvre pour ce type d'habitat précaire, en termes de déterminants, d'expériences et d'effets.

D'un point de vue plus personnel, il me semblait important que les effets de long terme de ce type d'habitat ne soient pas occultés. J'ai donc commencé à rencontrer les habitants qui avaient vécu dans les bidonvilles de Champigny dans les années 1960. C'est une histoire qui n'avait pas été vraiment étudiée sur le long-terme. Et ce alors même que les habitants, les causes et les effets de l'habitat précaire ne disparaissent pas avec un bulldozer. C'est pourquoi j'ai voulu retracer les trajectoires de vie de ces personnes.

FCF - Quelles sont les "découvertes" les plus marquantes que vous ayez faites ?

MD - En premier lieu le fait qu'il existe une impressionnante hétérogénéité dans les trajectoires de vie. Ainsi j'ai pu rencontrer des anciens habitants de bidonvilles qui sont aujourd'hui des ouvriers, des consultants, des employés de bureau, des artisans et chefs d'entreprise du bâtiment, des enseignants, mais aussi des personnes qui ne travaillent pas, qui vivent dans des situations de grande précarité.

Sur ce point, il est frappant de constater l'impact des politiques publiques, notamment des politiques migratoires. Les discriminations subies par les Algériens, parce qu'ils étaient des migrants coloniaux, ont eu des effets de long-terme sur leurs trajectoires, notamment résidentielles, et sur leur rapport à l'injustice.

Un autre fait saillant est que la vie en bidonville n'empêche pas, loin s'en faut, les mécanismes de reproduction sociale. Même si cela ne se voit pas forcément "à l'œil nu", certaines familles s'en sortent mieux que d'autres. Leur habitat va être un peu plus solide, elles peuvent d'ailleurs en être propriétaires. Elles disposent d'un capital économique, culturel ou social plus important dont leurs enfants peuvent bénéficier.

Néanmoins, et c'est un dernier résultat important de mon travail, il peut se produire selon les villes des rencontres qui font basculer les parcours. Ainsi, le bidonville de Nanterre était très exposé médiatiquement. Il y avait un tissu important de militants politiques ou associatifs qui sont venus aider les habitants et qui ont favorisé les ascensions sociales de certains enfants. Le bidonville de Champigny, plus isolé, n'a pas bénéficié de la même attention et les habitants

ont eu moins d'opportunités de rencontre. Les enfants ont davantage reproduit la position de leurs parents.

FCF - Qu'est-ce que le Prix Caritas a changé pour vous, à l'époque et aujourd'hui ?

MD - J'ai reçu le prix Caritas il y a deux semaines [le 21.09.2017 ndlr] donc son impact est encore limité (rire). Mais la reconnaissance dont bénéficie le prix ainsi que la dotation financière vont me permettre de faire publier mon travail.

Au-delà de cet aspect, c'est très valorisant de recevoir un prix qui vient d'un acteur évoluant en dehors du monde académique. Je voulais vraiment que ce travail ne reste pas cantonné aux bibliothèques donc c'est déjà un but atteint. Par différentes publications, j'espère faire davantage connaître mon travail en direction d'un public que je n'aurais peut-être pas touché sans cela.

FCF - Pourquoi est-il important pour la Fondation Caritas France de s'intéresser à la recherche ?

MD - Le travail de terrain est primordial mais je pense qu'il est également important de prendre de la distance par rapport à son objet d'action. C'est exactement ce que fait la recherche et j'espère vraiment que cette dernière permettra aux "praticiens" de faire évoluer leurs modes d'action. Dans un contexte difficile pour eux et pour la recherche, il peut en outre être intéressant pour deux mondes de se rencontrer et d'échanger.

Claire Auzuret

Lauréate 2018

Pauvre un jour, pauvre toujours ?



Pour sa neuvième édition, le jury du Prix de Recherche Caritas a décidé de récompenser le travail de Claire Auzuret, jeune universitaire nantaise, pour sa thèse de doctorat en sociologie : *"Analyse des processus de sortie de la pauvreté : pauvre un jour, pauvre toujours?"*.

FCF - Comment vous est venue l'idée/l'envie, de conduire une recherche sur ce sujet ? En quoi cela a-t-il impacté votre étude ?

CA – À la fin de ma licence, j'avais la volonté de faire de la recherche : je voulais comprendre les problèmes sociaux de façon holistique, dans toute leur complexité. Pour ce qui est du sujet de la pauvreté, dès mon projet de recherche de Master 1, en faisant des observations participantes, j'ai travaillé sur l'organisation et les conditions de travail des ouvrier(e)s dans une usine de produits laitiers. Mes parents sont agriculteurs et, ayant grandi en milieu rural, j'ai aussi pu y observer des ménages issus de milieux sociaux défavorisés. Mon intérêt pour le rapport au travail et à l'emploi des ouvrier(e)s a soulevé un questionnement sur les facteurs qui retardent l'insertion professionnelle des travailleurs, et m'a incité à examiner les facteurs et les processus qui contribuent à leur entrée dans la pauvreté. En effet, dans le cadre de ces travaux, j'ai constaté que des événements tels l'arrêt des études ou les difficultés à trouver un maître d'apprentissage pouvaient accroître le risque de connaître une situation de pauvreté, notamment chez des ouvrier(e)s intérimaires. Ce premier constat a nourri l'exposé du questionnement de recherche de ma thèse, en m'incitant à interroger les facteurs et les processus qui peuvent expliquer le basculement d'individus et de ménages dans la pauvreté, mais aussi hors de cette situation.

FCF - Quelles sont les “découvertes” les plus marquantes que vous ayez faites ?

CA – Plus que des découvertes, je pense que le fait le plus important est que la pauvreté est multidimensionnelle. Je voulais avoir une approche globale du sujet et j’ai donc couplé analyse statistique, en utilisant les bases de données d’acteurs publics, et un travail de terrain avec des acteurs associatifs, comme les Restos du Cœur. Cette utilisation de deux axes d’investigation permet de mieux saisir les multiples facettes de la pauvreté et une complexité trop souvent escamotée par le débat public.

En effet, la pauvreté peut être monétaire (vous êtes en dessous ou au-dessus d’un certain seuil de revenu) mais aussi administrative, relationnelle, subjective (fait de se sentir pauvre, perte d’estime de soi...) ou être appréhendée en termes de conditions de vie (privations cumulées par un ménage). Aussi, mon travail brosse un portrait contrasté d’une pauvreté aux mille visages, de l’étudiant au travailleur pauvre en passant par le parent isolé. En envisageant la pauvreté sous différentes facettes, on peut mieux en appréhender ses multiples impacts (sur la santé, l’image de soi, l’accès à la citoyenneté...) d’une part, et noter l’inadéquation qui existe entre la sortie d’une situation de pauvreté telle qu’elle est pensée et saisie par l’administration et telle qu’elle est vécue subjectivement par les acteurs d’autre part.

“En envisageant la pauvreté sous différentes facettes, on peut mieux en appréhender ses

multiples impacts sur la santé, l’image de soi, l’accès à la citoyenneté, aux droits...”

FCF - Qu’est-ce que le Prix Caritas a changé pour vous, à l’époque et aujourd’hui ?

CA – Je pense que son premier impact est la reconnaissance. Qu’un acteur comme la Fondation Caritas se penche sur le sujet est particulièrement intéressant. Cela permet de donner une visibilité au sujet de la pauvreté, qu’elle n’aurait pas ou moins sans ce Prix. Je pense aussi que ça peut susciter des vocations chez les novices et/ou la confirmer chez d’autres ! Enfin, j’espère que la remise du Prix de recherche Caritas contribuera à susciter des débats sur la pauvreté et la sortie de cette situation, entre les chercheurs de différentes disciplines mais aussi avec des acteurs de terrain et des responsables associatifs, institutionnels ou politiques.

Gaspard Lion

Lauréat 1^{er} prix 2019

Des campements au camping



Gaspard Lion a reçu le Prix de Recherche Caritas 2019 pour sa thèse : « Habiter en camping. Trajectoires de membres des classes populaires dans le logement non ordinaire ».

FCF - Comment vous est venue l'idée/l'envie, de conduire une recherche sur ce sujet ? En quoi cela a-t'il impacté votre étude ?

GL – Après un mémoire de recherche réalisé en sociologie sur la situation de personnes privées de logement installées dans des tentes et cabanes au bois de Vincennes à Paris . Je me suis rendu compte qu'il existait relativement peu de travaux sur les situations de logement non ordinaire, situées entre la « rue », dans ce qu'elle a de plus extrême en termes de dénuement et de privation, et le logement standardisé. Surtout, je me suis aperçu que les travaux sur la « crise du logement » avaient largement laissé de côté les situations de « mal-logement » et de pauvreté en milieu rural et périurbain, en se focalisant sur les villes et en particulier sur les grandes agglomérations.

Pour pallier à cet « angle mort », j'ai donc décidé d'étudier, dans le cadre de ma thèse, les terrains de camping investis comme uniques résidences, aussi après avoir constaté qu'ils s'étaient massivement développés en périphérie des grandes agglomérations au cours des dernières décennies et qu'ils n'avaient fait l'objet d'aucune recherche en France et de très peu de travaux à l'étranger (malgré l'ampleur du phénomène, 20 millions de personnes pour les seuls Etats-Unis).

FCF - Quelles sont les "découvertes" les plus marquantes que vous ayez faites ?

GL – Ma thèse a plusieurs enseignements, je peux en retenir ici deux principaux. En premier lieu, s'il est tentant d'imaginer les personnes vivant dans un même lieu de façon homogène, elle montre qu'il existe plusieurs types d'habitats, de trajectoires, d'expériences et de styles de vie associés à cette forme d'habitat.

Mon travail a permis de distinguer au moins 3 grands types de profils, de trajectoires et de styles de vie :

- Un premier type composé de personnes, disposant de ressources stables, généralement en emploi, assez souvent en couple et qui décident de quitter le marché résidentiel classique. Cette décision est liée à un désir d'accession à l'habitat individuel qui n'a généralement pas pu être satisfait sur le marché résidentiel classique du fait des propriétés sociodémographiques de ces personnes (souvent célibataires à ce moment de leur parcours et s'estimant trop âgés pour se réendetter) et du caractère socialement de plus en plus sélectif du marché de l'accession à la propriété.

- Un deuxième type de profil est composé de personnes qui vivent une forme de déclassement social et résidentiel. Elles ont la plupart du temps connu des situations de logement « ordinaires » et vivent très douloureusement de devoir habiter au camping. Alors qu'elles ont la plupart du temps des parcours relativement stables, elles vont très mal supporter cette nouvelle forme de logement, d'autant qu'elles s'installent généralement dans des habitats très sommaires et dégradés, et vivre

leur situation largement sous l'angle du stigmata et de l'humiliation.

- Le troisième type regroupe des personnes venant des fractions les plus précarisées des classes populaires et qui ont souvent déjà connu la pauvreté ou des formes de logement non ordinaires avant d'arriver au camping. Elles sont parfois passées par la rue ou par des squats et arrivent en moyenne deux ans après la perte de leur logement. Elles s'accommodent ainsi beaucoup plus facilement que le « groupe » précédent de cette nouvelle forme d'habitat et trouvent généralement des formes de satisfaction au sein des campings, liées au réseaux de sociabilité et d'entraide, à la possibilité de s'approprier leur habitat en l'améliorant par auto-construction, et aux parcelles de jardin qui leur permettent de bricoler, de jardiner et de pêcher, soit d'activer un certain nombre de dispositions sociales et résidentielles liées à leur socialisation antérieure et à un mode de vie populaire auquel elles se montrent particulièrement attachées.

FCF - Pourquoi est-ce important pour la Fondation Caritas France de valoriser la recherche ?

GL – C'est important dans la mesure où cela permet de diffuser des travaux de recherche à des publics plus larges que le seul public universitaire. Par ailleurs, ce prix peut permettre une meilleure prise en compte des formes de logement non ordinaires et des formes de précarité et de pauvreté en milieu rural. Car en l'état actuel des choses il y a une forme d'invisibilité sociale de l'habitat en camping qui autorise tous les abus de pouvoir.

Anne - Sophie Ranaivo

Lauréate 2^{ème} prix 2019

Le droit et le SDF



Anne-Sophie Ranaivo a reçu le deuxième Prix de Recherche Caritas 2019 pour sa thèse: « Sans domicile fixe et droit ». Elle y étudie les différents aspects du droit s'appliquant aux personnes vivant à la rue alors que le Prix Caritas France récompense habituellement des travaux de sociologie ou de sciences politiques.

FCF - Comment vous est venue l'idée/l'envie, de conduire une recherche sur ce sujet ? En quoi cela a-t'il impacté votre étude ?

ASR – Au cours de mes études de droit, je me suis passionnée pour deux matières : l'administratif et le pénal, lesquelles ont guidé mon approche du traitement de la question que je me posais dans ma thèse. En parallèle, j'étais également bénévole au GENEPI, une association qui intervient en milieu carcéral. Cet engagement m'a conduit à m'interroger sur le rapport de force entre la puissance publique et les individus et tout particulièrement les plus fragiles. Je souhaitais alors plus particulièrement étudier des "*populations*" qui ne faisaient que peu l'objet de recherches juridiques. Dans ce contexte, la première étape de mon travail a d'ailleurs été de tenter d'identifier ces publics et d'en dresser les contours : j'ai alors décidé de travailler sur les SDF lesquels me sont très rapidement apparu comme l'archétype de la précarité. Le premier écueil de ce travail a été de ne pas tomber dans la réalisation d'un catalogue des éléments de droits qui s'appliquent aux SDF. En effet, les sources en la matière sont nombreuses. L'autre écueil a été de maintenir une position scientifique face à ce sujet, on a entendu des choses comme: « c'est pas du droit », « ce n'est pas de la technique juridique pure » ou encore « la personne n'est pas un objet juridique ».

FCF - Quelles sont les “découvertes” les plus marquantes que vous ayez faites ?

ASR – En premier lieu, j’ai été impressionnée par le décalage entre les moyens publics et privés qui sont déployés pour trouver des solutions et le nombre de personnes vivant à la rue en France, 112 000 environ selon l’INSEE. Donc la façon dont ces moyens sont utilisés interroge.

En parallèle de ce constat, il est également étonnant de voir qu’on continue de maintenir des présomptions de fautes à l’encontre des SDF. Il y a une volonté d’un traitement moral de la pauvreté dont l’on retrouve des traces dans le droit. Ces traces prennent des formes différentes comme l’existence d’infractions pénales taillées sur-mesure pour ce public. C’est notamment le cas de la « demande de fonds sous contrainte » qui est passée dans le langage courant comme la « mendicité agressive ». Elle est définie en droit comme « fait, en réunion et de manière agressive, ou sous la menace d’un animal dangereux, de solliciter, sur la voie publique, la remise de fonds, de valeurs ou d’un bien ». Cette infraction prévue par le Code pénal apparaît pourtant comme étant redondante au regard de l’infraction d’escroquerie. Autrement dit, ce type de comportement est déjà réprimable avec le droit existant. De plus, il y a là une porosité du vocabulaire qui laisse la place à l’arbitraire.

“ Il y a une volonté d’un traitement moral de la pauvreté dont l’on retrouve des traces dans le droit.”

FCF - Et quelles modifications du droit semblent souhaitables ?

ASR – En premier lieu une rationalisation des textes et des moyens mis en œuvre. Le droit applicable aux personnes sans-abri est un véritable millefeuille qui n’a, à aucun moment, été mis en cohérence. Pour vous donner une illustration sur la question du logement, j’ai eu sous les yeux un document du ministère du logement qui se trompait dans les dispositifs existants et applicables. On empile les solutions bancales ou incomplètes, sans possibilité de lecture transversale, ni de rationalisation. Et je ne prends même pas en compte les dispositifs extrêmement spécifiques et nombreux dédiés aux demandeurs d’asile. En second lieu, je pense que l’important est l’accompagnement inconditionnel des personnes sans-abri. Les dispositifs actuels sont très contraignants et font régulièrement la preuve de leur inefficacité. En ce sens, je développe dans ma thèse la doctrine du Housing First, laquelle me semble être une solution plus efficace et moins coûteuse pour la collectivité. En outre, et en parallèle, c’est l’accès au droit de ces public qui pose question.

FCF - Pourquoi est-ce important pour la Fondation Caritas France de valoriser la recherche ?

ASR – En premier lieu c’est une superbe reconnaissance. Ce travail a été long, difficile et, par certains aspects, assez marginal. J’espère que ce prix pourra lui donner davantage de visibilité. A ce propos, et dans ma recherche d’un éditeur, la dotation du prix me permettra, je l’espère, de faire publier cette thèse. En effet, le but est que ce document soit lu et soit utile donc le prix est une superbe caisse de résonance.